

Art. 43octies. § 1er. L'ancienneté relative de ceux qui sont nommés à la même date et qui ont participé au même cycle de formation est déterminée par le classement établi à la fin de ce cycle sur base des résultats obtenus aux épreuves finales.

Les candidats qui obtiennent la même note finale sont classés dans l'ordre décroissant de leur ancienneté de service et en cas d'ex-aequo, priorité est donnée au plus âgé.

En cas de réussite de ces épreuves au second essai, seuls les points obtenus au premier essai interviennent pour l'établissement du classement.

§ 2. L'ancienneté relative de ceux qui sont nommés à la même date et qui n'ont pas participé au même cycle de formation est déterminée par un classement unique établi sur base des différents classements établis conformément au § 1er et dans lequel les sous-officiers qui ont suivi des cycles de formation différents alternent proportionnellement à leur nombre.

Le classement unique ainsi établi ne peut toutefois avoir pour effet de classer un sous-officier avant un autre sous-officier dont la note d'examen est supérieure à la sienne de plus de dix pour cent du total des points.

Art. 43nonies. § 1er. Perd la qualité de candidat sous-officier de complément, le candidat qui :

1° est retiré du cycle de formation ou du stage en unité pour motif disciplinaire par le Ministre de la Défense nationale ou l'autorité militaire qu'il désigne. La proposition de retrait doit être portée à la connaissance du candidat qui peut y joindre un mémoire;

2° est considéré par le Ministre de la Défense nationale, sur rapport motivé des supérieurs hiérarchiques, comme ne possédant plus les qualités morales indispensables à l'état de sous-officier. Le rapport des supérieurs hiérarchiques doit être porté à la connaissance du candidat qui peut y joindre un mémoire;

3° de l'avis d'une commission militaire d'aptitude et de réforme, ne possède plus les qualités physiques indispensables;

4° a échoué définitivement aux examens de fin du cycle de formation ou dont le rapport de stage établit l'inaptitude à remplir les fonctions de sergent.

§ 2. Le candidat sous-officier de complément peut demander à perdre cette qualité. La décision est prise par le Ministre de la Défense nationale ou par l'autorité militaire qu'il désigne.

§ 3. La perte de la qualité de candidat sous-officier de complément entraîne le retrait de plein droit du grade conféré par commission conformément à l'article 43 septies. »

Art. 3. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 avril 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

F. SWAELEN

F. 81 — 602

6 AVRIL 1981. — Arrêté ministériel relatif au statut des volontaires du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical (2)

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifiée par la loi du 13 juillet 1976, notamment l'article 7 et le chapitre V bis;

Vu l'arrêté royal du 11 juin 1974 relatif au statut des soldats et des caporaux du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifié par les arrêtés royaux des 27 mai 1975, 24 septembre 1977 et 6 avril 1981;

(2) Voir note à la page 4959.

Art. 43octies. § 1. De relatieve anciënniteit van diegenen die op dezelfde datum worden benoemd en aan dezelfde vormingscyclus hebben deelgenomen, wordt bepaald door de rangschikking die op het einde van deze cyclus wordt opgemaakt op basis van de punten behaald bij de eindexamens.

De kandidaten die dezelfde einduitslag bekomen worden gerangschikt volgens afdalende orde van de dienstanciënniteit en in geval van ex-aequo wordt voorrang gegeven aan de oudste.

In geval zij in die examens slaagden bij de tweede poging, komen alleen de punten behaald bij de eerste poging in aanmerking voor het opstellen van de rangschikking.

§ 2. De relatieve anciënniteit van diegenen die op dezelfde datum worden benoemd en die niet aan dezelfde vormingscyclus hebben deelgenomen, is bepaald door een enige rangschikking die wordt opgemaakt op basis van de verschillende rangschikkingen en waarin de onderofficieren die verschillende vormingscyclussen hebben gevolgd in verhouding tot hun aantal, om beurten zijn opgenomen.

De aldus verkregen rangschikking mag echter niet tot gevolg hebben dat een onderofficier wordt gerangschikt vóór een andere onderofficier wiens examencijfer meer dan tien procent van het totaal der punten hoger is dan het zijne.

Art. 43nonies. § 1. De kandidaat verliest de hoedanigheid van kandidaat-aanvullingsonderofficier indien hij :

1° om tuchtedenen uit de vormingscyclus of uit de proeftijd wordt verwijderd door de Minister van Landsverdediging of door de militaire autoriteit die hij aanduidt. Het voorstel van ontslag dient ter kennis gebracht van de kandidaat die er een verweerschrift mag aan toevoegen;

2° door de Minister van Landsverdediging, op een met redenen omkleed verslag van de hiërarchische meerderen, wordt geacht de voor de staat van onderofficier onmisbare morele hoedanigheden niet meer te bezitten. Van het verslag van de meerderen moet kennis worden gegeven aan de betrokkene die er een verweerschrift mag aan toevoegen;

3° volgens het advies van een militaire commissie voor geschiktheid en reform de onontbeerlijke fysieke hoedanigheden niet meer bezit;

4° definitief gezakt is voor de eindexamens op het einde van de vormingscyclus of uit wiens stageverslag blijkt dat hij niet geschikt is om de functie van sergeant uit te oefenen.

§ 2. De kandidaat-aanvullingsonderofficier kan erom verzoeken deze hoedanigheid te verliezen. De beslissing wordt getroffen door de Minister van Landsverdediging of door de militaire autoriteit die hij aanduidt.

§ 3. Het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-aanvullingsonderofficier heeft van rechtswege de ontneming van de overeenkomstig artikel 43septies door aanstelling verleende graad tot gevolg. »

Art. 3. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 april 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

F. SWAELEN

N. 81 — 602

6 APRIL 1981. — Ministerieel besluit betreffende het statuut van de beroepsvrijwilligers van de land-, de lucht-, en de zee-macht en van de medische dienst (2)

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 houdende statuut der vrijwilligers van het beroepskader van de land-, de lucht- en de zee-macht en van de medische dienst, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, inzonderheid op artikel 7 en op het hoofdstuk VI bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 juni 1974 betreffende het statuut van de soldaten en korporaa's van het beroepskader van de land-, de lucht- en de zee-macht en van de medische dienst, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 mei 1975, 24 september 1977 en 6 april 1981;

(2) Zie noot op bladzijde 4959.

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — L'avancement de grade

Article 1er. § 1er. La nomination au grade de caporal ou à un grade équivalent est conférée par le chef de corps de l'intéressé sur proposition du commandant d'unité. Elle a lieu le premier du mois qui suit celui au cours duquel sont réunies les conditions d'ancienneté déterminées par le chef d'état-major général.

En cas d'avis défavorable du chef de corps lorsqu'un candidat est proposé pour la dernière fois pour la nomination au grade de caporal ou à un grade équivalent, le cas est soumis pour décision au commandant de division ou à l'autorité d'un niveau équivalent. En cas d'avis défavorable de ce dernier, le dossier est soumis au Ministre de la Défense nationale qui en dernier ressort décide sur pièces.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 1er de l'arrêté royal du 11 juin 1974 relatif au statut des soldats et des caporaux du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, la nomination au grade de caporal-chef ou à un grade équivalent est conférée par le chef de corps de l'intéressé, sur proposition du commandant d'unité, le 26 du dernier mois du trimestre au cours duquel sont réunies les conditions d'ancienneté déterminées par le chef d'état-major général.

En cas d'avis défavorable du chef de corps au sujet de la nomination au grade de caporal-chef, le cas est soumis pour décision au commandant de division ou à l'autorité d'un niveau équivalent. En cas d'avis défavorable de ce dernier, le cas est soumis au Ministre de la Défense nationale qui décide en dernier ressort.

Art. 2. L'appréciation de la manière de servir a lieu sur base de la valeur professionnelle, la conduite et la valeur morale de l'intéressé, suivant les règles établies par le chef d'état-major général et dans la forme qu'il prescrit.

Art. 3. Lorsque deux volontaires ont la même ancienneté, le plus âgé est classé le premier. Si la date de naissance est la même, il est procédé à un tirage au sort.

#### CHAPITRE II. — Passage des volontaires de carrière dans la catégorie des sous-officiers de complément

Art. 4. Le comité de sélection constitué pour l'agrément comme candidat sous-officier du cadre de complément des volontaires de carrière de chaque force et du service médical est présidé par le chef d'état-major de la force ou le chef du service médical ou par l'officier général ou supérieur désigné par lui.

Sont en outre membres du comité de sélection de la force ou du service médical :

- 1° deux officiers désignés par le chef d'état-major de la force ou par le chef du service médical;
- 2° les commandants des grands commandements auxquels les candidats appartiennent ou leur délégué.

Un officier désigné par le chef d'état-major de la force ou par le chef du service médical assume les fonctions de secrétaire.

Art. 5. La commission visée à l'article 43septies, § 1er, de l'arrêté royal du 11 juin 1974 relatif au statut des soldats et des caporaux du cadre de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, est conférée par l'autorité du rang de chef de corps sous les ordres de laquelle se trouve le volontaire de carrière au moment où les conditions d'octroi de la commission sont réunies.

Art. 6. Le chef d'état-major général est l'autorité militaire compétente pour prononcer la perte de la qualité de candidat sous-officier de complément en application de l'article 43nonies, § 1er, 1° et § 2 de l'arrêté royal du 11 juin 1974.

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — De bevordering in de graad

Artikel 1. § 1. De benoeming in de graad van korporaal of in een gelijkwaardige graad wordt verleend door de korpscommandant van de betrokkene, op voorstel van de eenheidscommandant, op de eerste van de maand volgend op deze waarin de door de chef van de generale staf bepaalde anciënniteitsvoorwaarden vervuld zijn.

In het geval dat de korpscommandant een ongunstig advies uitbrengt wanneer een kandidaat voor de laatste maal in aanmerking komt voor de benoeming in de graad van korporaal of in een gelijkwaardige graad, wordt het geval aan de divisiecommandant of aan de autoriteit van een gelijkwaardig niveau voor beslissing voorgelegd. In het geval dat deze laatste een ongunstig advies uitbrengt wordt het dossier voorgelegd aan de Minister van Landsverdediging die in laatste aanleg beslist naar bescheiden.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 juni 1974 betreffende het statuut der soldaten en korporaals van het beroepskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, wordt de benoeming in de graad van korporaal-chef of in een gelijkwaardige graad verleend door de korpscommandant van de betrokkene, op voorstel van de eenheidscommandant, op de 26e van de laatste maand van de trimester waarin de door de chef van de generale staf bepaalde anciënniteitsvoorwaarden vervuld zijn.

In het geval dat de korpscommandant een ongunstig advies omtrent de benoeming tot de graad van korporaal-chef uitbrengt, wordt het geval aan de divisiecommandant of aan de autoriteit van een gelijkwaardig niveau voor beslissing voorgelegd. In het geval dat deze laatste een ongunstig advies uitbrengt wordt het geval voorgelegd aan de Minister van Landsverdediging die in laatste aanleg beslist.

Art. 2. De wijze van dienen wordt beoordeeld op grond van de beroepswaarde, het gedrag en de morele waarde van de betrokkene, volgens de regels vastgesteld door de chef van de generale staf en in de vorm die hij voorschrijft.

Art. 3. Hebben twee vrijwilligers dezelfde dienstanciënniteit, dan wordt de oudste eerste gerangschikt. Is de geboortedatum dezelfde, dan wordt tot een loting overgegaan.

#### HOOFDSTUK II. — Overgang van de beroepsvrijwilligers naar de categorie van de aanvullingsonderofficieren

Art. 4. Het selectiecomité opgericht voor de aanvaarding als kandidaat-aanvullingsonderofficier van de beroepsvrijwilligers van elk krijgsmachtdeel en van de medische dienst, wordt voorgezeten door de stafchef van het krijgsmachtdeel of de chef van de medische dienst of door de opper- of hoofdofficier door hem aangeduid.

Zijn bovendien leden van het selectiecomité van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst :

- 1° twee officieren aangeduid door de stafchef van het krijgsmachtdeel of door de chef van de medische dienst;
- 2° de commandanten van de grote commando's waartoe de kandidaten behoren of hun afgevaardigde.

Een officier aangeduid door de stafchef van het krijgsmachtdeel of door de chef van de medische dienst vervult de functie van secretaris.

Art. 5. De aanstelling bedoeld in artikel 43septies, § 1 van het koninklijk besluit van 11 juni 1974 betreffende het statuut van de soldaten en korporaals van het beroepskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, wordt verleend door de autoriteit met rang van korpscommandant onder wiens bevel de beroepsvrijwilliger zich bevindt op het ogenblik waarop de voorwaarden tot verlening van de aanstelling zijn vervuld.

Art. 6. De chef van de generale staf is de bevoegde militaire autoriteit tot het uitspreken van het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-aanvullingsonderofficier bij toepassing van artikel 43 nonies, § 1, 1° en § 2 van het koninklijk besluit van 11 juni 1974.

Art. 7. L'arrêté ministériel du 11 juin 1974 relatif à l'avancement de grade des soldats et des caporaux du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale et du service de santé interforces, est abrogé.

Bruxelles, le 6 avril 1981.

F. SWAELEN

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 81 — 603

1<sup>er</sup> AVRIL 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 avril 1967 fixant le cadre organique du personnel du secrétariat des Chambres des Métiers et Négoces

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 1967;

Vu les lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979;

Vu l'arrêté royal du 4 juin 1979, réglant l'application de ces lois;

Vu l'arrêté royal du 6 avril 1967 fixant le cadre organique du personnel du secrétariat des Chambres des Métiers et Négoces;

Vu les avis des différents bureaux des Chambres des Métiers et Négoces;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 22 décembre 1980;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 février 1981;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Au cadre organique du personnel de chaque Chambre des Métiers et Négoces les emplois ci-après sont supprimés :

Rédacteur . . . . .	1
Commis-sténodactylographe . . . . .	1
Commis-dactylographe . . . . .	1

Art. 2. Au cadre organique du personnel de chaque Chambre des Métiers et Négoces les emplois ci-après sont créés :

Sous-chef de bureau . . . . .	1
Commis-sténodactylographe ou Commis-sténo-dactylographe principal (*) . . . . .	1
Commis-dactylographe ou Commis-dactylographe principal (*) . . . . .	1

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1976.

Art. 4. Notre Ministre des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

J. DESMARETS

Le Ministre du Budget,

G. MATHOT

(\*) Application du principe de la carrière plane.

Art. 7. Het ministerieel besluit van 11 juni 1974 betreffende de bevordering tot een hogere graad van soldaten en korporaals van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de gezondheidsdienst voor alle krijgsmachtdelen, wordt opgeheven.

Brussel, 6 april 1981.

F. SWAELEN

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 81 — 603

1 APRIL 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 april 1967 houdende vaststelling van het organiek kader van het personeel van het secretariaat van de Kamers voor Ambachten en Neringen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1967;

Gelet op de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juni 1979 tot regeling van de toepassing van deze wetten;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 april 1967 houdende vaststelling van het organiek kader van het personeel van het secretariaat van de Kamers voor Ambachten en Neringen;

Gelet op de adviezen van de verschillende bureaux van de Kamers van Ambachten en Neringen;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 22 december 1980;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 februari 1981;

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en van Onze Minister van Openbaar Ambt,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de organieke personeelsformatie van het personeel van elke Kamer van Ambachten en Neringen worden onderstaande betrekkingen afgeschaft :

Opsteller . . . . .	1
Klerk-stenotypist(e) . . . . .	1
Klerk-typist(e) . . . . .	1

Art. 2. In de organieke personeelsformatie van het personeel van elke Kamer van Ambachten en Neringen worden onderstaande betrekkingen opgericht :

Onderbureauchef . . . . .	1
Klerk-stenotypist(e) of Eerste klerk-stenotypist(e) (*) . . . . .	1
Klerk-typist(e) of Eerstaanwezend klerk-typist(e) (*) . . . . .	1

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1976.

Art. 4. Onze Minister van Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 april 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

J. DESMARETS

De Minister van Begroting,

G. MATHOT

(\*) Toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.